

RECENSIO

P. Emiel VALVEKENS, o. Praem., *De Zuid-Nederlandsche Norbertijner Abdijen en de Opstand tegen Spanje* (Maart 1576-1585). — Universiteit van Leuven. Recueil de Travaux publiés par les Membres des conférences d'Histoire et de Philologie, Tweede reeks, nr. 18). 8°. XXVII en 287 blz. Leuven 1929.

La dissertation doctorale du chanoine Valvekens est consacrée à la participation des abbés de l'ordre de Prémontré à la révolution du XVI^e siècle. L'importance du sujet justifie, semble-t-il, la présence dans les colonnes de cette Revue d'un compte-rendu détaillé, dépassant quelque peu les limites ordinaires des recensions bibliographiques.

Le travail débute par un exposé préliminaire. On y trouve l'énumération des diverses maisons établies sur le territoire des Pays-Bas. Leur situation ne paraît guère brillante, au point de vue de la vie religieuse, encore qu'il faille relever une sérieuse tentative de réforme. L'état particulier de chaque abbaye et la personnalité des prélats qui les gouvernent corroborent cette affirmation générale. En regard on note une brève esquisse de la situation politique. On rappelle le mouvement d'opposition contre Philippe II, auquel les abbés adhèrent dès le début. L'auteur explique cette attitude par la participation de ces ecclésiastiques aux Etats des provinces, leurs liens de parenté avec la noblesse et surtout les griefs qu'ils allèguent contre l'érection des nouveaux évêchés.

Le corps de la dissertation comprend trois parties consacrées à la rupture avec le gouvernement espagnol, aux désillusions et aux désastres qui en résultent et à la réconciliation réalisée par Alexandre Farnèse.

C'est au cours des années 1576-1578 que s'opère la rupture. On y distingue aisément trois phases. La mort de Requesens est l'incident qui met le feu aux poudres. Le Conseil d'Etat s'avère impuis-

sant à dominer une situation que les muniteries de la soldatesque espagnole compliquent à l'envi. On sort de la légalité en convoquant, sans l'intervention royale, les Etats-Généraux, qui prennent la direction des affaires et où les abbés des principaux monastères jouent un rôle important. L'assemblée se met en rapport avec délégués de la Hollande et de la Zélande et de ces tractations sort la Pacification de Gand. L'union des XVII provinces paraît rétablie, encore qu'il ait fallu laisser en suspens la 'principale controverse : le statut religieux.

Sur ces entrefaites est arrivé le nouveau gouverneur-général D. Juan. De longues et pénibles négociations s'engagent entre lui et les représentants des Etats. On finit par aboutir à l'Edit de Marche, impliquant la ratification par le gouverneur de la Pacification. La crise politique paraît terminée. L'auteur s'arrête alors un instant pour exposer la répercussion néfaste que ces événements tumultueux ont eu sur la vie des monastères. Il constate que la longue absence des abbés, la mort de plusieurs d'entre-eux, les déprédations des troupes espagnoles et d'autres difficultés encore ont contribué à attiser les brandons de discorde existant déjà antérieurement. Le conflit politique ne tarde pas à rebondir. Don Juan à peine installé à Bruxelles ne s'y sent plus en sécurité et soudainement s'enfuit à Namur.

La révolution est alors imminente. Les Etats-Généraux reprennent la direction des affaires. Ils se laissent dominer par les éléments les plus avancés. Après quelques vains essais d'accomodement avec Don Juan, on se décide à passer le Rubicon. L'archiduc Mathias, frère de l'Empereur Rodolphe II est invité à venir prendre la direction apparente de nos affaires, tandis que l'autorité réelle passe de fait aux mains du prince d'Orange. Les Etats proclament la déchéance de Don Juan et réunissent une armée pour l'entretien de laquelle les abbés sont largement mis à contribution. C'était bien la révolution, encore qu'on affichât l'espoir naïf que Philippe II ratifierait ultérieurement ces étranges dispositions.

Détenteurs de l'autorité souveraine, les Etats en vinrent rapidement à s'occuper de la nomination des abbés pour les monastères vacants. De fait il ne faut pas attendre pour voir l'installation d'Arnould de Leefdaael comme prélat d'Averbode et d'Antoine van Oyembrugge à Grimbergen. L'incorporation faite jadis par Philippe II des abbayes de Saint Bernard, de Tongerlo et d'Aflighem aux nouveaux évêchés est cassée, et ici encore de nouveaux abbés entrent en fonction. Bref on voit surgir toute une lignée

d'abbés *rebelles* qui tiennent leur investiture des Etats et ne sauraient être que chauds adeptes du mouvement révolutionnaire.

La rupture avec le roi catholique fut pour l'Ordre de Prémontré aux Pays-Bas une source de calamités sans nombre. Les abbés qui avaient si largement contribué à provoquer cette situation en furent les premières victimes. Le livre, consacré au récit de ces tribulations, s'intitule très justement *De veelvoudige desillutie*.

Les Etats Généraux se croyaient de taille à soutenir la lutte contre les troupes espagnoles. Ils durent rapidement déchanter. Leur armée fut taillée en pièces par les tercios de D. Juan. Alors ce fut le désarroi. On chercha des appuis à l'extérieur. Les uns s'adressèrent à Elisabeth d'Angleterre, qui procura aux Etats l'aide du prince palatin Casimir, luthérien. D'autres provoquèrent une intervention française et appelèrent le duc d'Anjou, frère de Henri III. Bref notre territoire fut bientôt ravagé par quatre armées différentes, qui toutes mal payées se livrèrent à des exactions sans nombre. Les abbayes norbertines, et leurs prélats en particulier, furent à maintes reprises victimes de cette soldatesque indisciplinée.

Loin de ratifier le choix de Mathias et la politique menée en son nom, Philippe II soutint énergiquement D. Juan, prescrivit la dissolution des Etats et déclara illégale toute leur gestion. Grégoire XIII condamna non moins expressément le soulèvement des abbés contre leur souverain légitime. L'abbé général de l'ordre de Prémontré, Jean Despruets, se prononça avec tout autant d'énergie, et prétendit ne voir dans les abbés nommés par les Etats que des intrus et des usurpateurs.

Les prélats ne tardèrent pas à se convaincre que le mouvement anti-espagnol devait devenir forcément anti-catholique. L'union des XVII provinces était basée sur la paix de religion; celle-ci s'avère une véritable ironie. La tolérance religieuse ne pouvait exister qu'à l'état sporadique dans ce XVI^e siècle, où le fanatisme était général. L'un après l'autre les monastères belges furent, pillés et dévastés, les religieux forcés de s'enfuir et réduits à une existence misérable. Citons, à titre d'exemple, l'abbaye de Saint-Michel à Anvers — celle-là même où présidait Guillaume Greve, un des premiers adhérents de mouvements insurrectionnel — dont l'église fut arrachée au culte catholique pour être abandonnée aux luthériens.

On l'a rappelé ci-dessus, la concorde était loin d'être parfaite au sein des communautés. Ce fut dans la suite une dernière source de calamités pour les malheureux abbés. Les catastrophes sans

nombre que la rupture avec l'Espagne avait attiré sur leurs maisons, et dont ils portaient donc au moins la responsabilité partielle, la dispersion des moines, les misères de leur existence vagabonde, la dilapidation de leur patrimoine, l'effet néfaste des passions politiques surexitées ne pouvaient manquer d'accentuer ces discordes, que les agents espagnols attisaient autant qu'ils pouvaient. Plusieurs abbés moururent au cours de la tourmente, d'autres se virent supplantés dans leur autorité par des subalternes.

La restauration de l'autorité espagnole dans les Pays Bas méridionaux est pour une bonne part le fruit de la politique habile d'Alexandre Farnèse. Elle fut singulièrement facilitée par les exactions des protestants, qui finirent par faire voir que le différend d'ordre religieux était un obstacle insurmontable à l'union des XVII provinces. On sait que c'est en Artois et en Hainaut que l'opposition contre les Etats Généraux — champions de la politique de la *généralité* — s'est manifestée d'abord et qu'elle a amené rapidement ces provinces à se réconcilier avec le roi d'Espagne. Ce premier stade de la restauration n'affecta guère les Prémontrés, car les prélats des provinces wallonnes étaient antérieurement déjà acquis à la cause de Philippe II. Il en est tout autrement de la Conférence de Cologne, réunie en 1579 pour tenter une réconciliation générale du roi d'Espagne avec l'ensemble des Pays-Bas, et ce grâce à la médiation du Pape et de l'Empereur. L'objectif principal fut manqué, mais des tractations multiples eurent lieu alors entre le représentant de l'Espagne, le duc de Terranova, et les abbés rebelles, notamment les prémontrés. La conviction que leur position était devenu intenable dans le camp des rebelles, les promesses alléchantes du diplomate espagnol, les déclarations non équivoques du légat pontifical et sans doute aussi, pour plusieurs abbés, le désir de recouvrer leur autorité personnelle, finirent par avoir raison de leurs dernières résistances. L'un après l'autre les prélats firent les démarches nécessaires en vue de leur réconciliation formelle avec le souverain espagnol. Ici encore la politique condescendante de Farnèse écarta les ultimes difficultés. Au début de 1587, trois seulement des abbés norbertins manquaient à l'appel : ceux de Saint-Michel à Anvers, de Tronchiennes et d'Averbode. Ces derniers ne se réconcilièrent jamais avec Philippe II. Il plane encore des doutes sur l'attitude qu'ils prirent en face des démarches de leurs collègues. Il paraît pourtant bien avéré qu'eux aussi s'engagèrent sur la route de Cannos-

sa; mais ils furent empêchés par les circonstances d'arriver jusqu'au bout.

L'auteur aurait pu terminer ici son exposé. On ne saurait qu'approuver la décision qu'il a prise de consacrer encore une dernière partie aux premières mesures prises en vue de la restauration des abbayes norbertines, dont le sort avait été si gravement compromis par la politique de leurs prélats. L'œuvre de rétablissement fut opérée sous la direction de l'abbé général de Prémontré Jean Despruets. En 1583 celui-ci désigna, comme visiteur en Belgique, l'abbé de Bonne-Espérance Luc., qui se mit aussitôt à l'œuvre et commença son action par l'abbaye de Saint-Michel à Anvers. Une maladresse insigne du même Despruets vint tout compromettre. En 1584 il porta à trois le nombre de ces visiteurs, partagea entre eux le territoire jadis confié tout entier au prélat Luc. La délimitation exacte de leurs zones d'influence mit en conflit aigu deux des visiteurs, Luc et son collègue du Parc Van Vlierden. Il fallut tout un an pour trancher la difficulté. Un quart de siècle s'écoula avant qu'on put en revenir à une situation à peu près normale. Les visiteurs se buttèrent à des difficultés extrêmes; pauvreté noire, conséquence des dilapidations précédentes, manque de personnel, défaillance de la discipline, telles sont les trois causes qui entravèrent, à des degrés divers, la remise en état de toutes les abbayes. Les mesures prises pour y parer tant bien que mal dans chaque cas déterminé, clôturent la dissertation.

* * *

L'analyse détaillée qu'on vient de lire fait bien voir, pensons nous, qu'il s'agit d'une étude fouillée, présentant le plus grand intérêt. On le sait, la révolution du XVI^e siècle a déjà suscité des travaux multiples; de vastes collections de documents ont été publiées. Il n'en reste pas moins vrai que sous plusieurs aspects cette période demeure encore bien obscure. Le rôle de l'Eglise n'a pas encore été suffisamment mis en relief. Ici le chanoine Valvekens a apporté une contribution très heureuse. C'est à juste titre, qu'il déclare que la politique des abbés, connue jusqu'ici dans ses grandes lignes seulement, apparaît maintenant bien plus en lumière. Les mobiles qui les ont entraînés dans le parti de l'opposition, les désillusions qui ont suivi le naïf enthousiasme du début, les ruines qui se sont accumulées sur leurs monastères, la nécessité qui les a contraints à se désavouer eux-mêmes et la succession pénible, qu'ils ont laissée, tout cela est exposé d'une façon,

bien détaillée et souverainement intéressante. Le ton du récit est serein, l'auteur fait preuve, dans son exposé, de l'objectivité la plus complète. Son livre comptera assurément parmi les meilleurs dûs aux historiens de l'Ordre de Prémontré.

Nous nous en voudrions cependant de terminer ce compte-rendu sans formuler certaines réserves, et ce d'autant plus que l'auteur ne paraît pas disposé à se coucher sur ses lauriers. La conclusion de son livre est pleine de promesses de travaux futurs.

Quiconque s'est occupé d'histoire moderne demeure frappé de la masse énorme des documents qui nous sont conservés. Au point de vue politique, on peut dire que les gouvernements des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles nous ont légué la totalité de leurs archives. Il est donc nécessaire de se livrer, au préalable à une enquête minutieuse pour découvrir les diverses collections de documents, pour étudier la façon dont elles sont classées. Faute de quoi, on s'expose à des lacunes déplorables qui peuvent nuire, dès l'abord, à l'autorité du travail accompli. L'auteur nous paraît avoir négligé cette précaution : la liste des sources, placée en tête de sa dissertation, révèle des lacunes importantes. On sait combien volumineuse est la correspondance de Philippe II avec les gouverneurs généraux des Pays-Bas; il serait oiseux d'épiloguer sur l'importance de ces documents. Il y a lieu de distinguer les lettres secrètes, écrites en espagnol, et les lettres administratives, qui sont en français. M. Valvekens a utilisé ces derniers, en consultant les registres 176-180 et 192 du fonds de l'audience. L'édition de la correspondance espagnole a été entreprise jadis par Gachard, mais les cinq volumes parus ne comprennent que les lettres antérieures à la période révolutionnaire proprement dite. L'auteur n'a fait aucun cas de cette correspondance pour les années 1577-1585, c'est à dire à peu près toute la période qu'embrasse son étude. Sans doute les originaux sont à Simancas, mais on possède, aux archives Générales, dans le fonds des Cartulaires et Manuscrits, les copies de ces lettres, que Gachard fit exécuter jadis en vue de la continuation de sa publication. Il y a là, pour la période en question, huit gros recueils, (registre 187^B, tomes 9 à 16) comprenant chacun au moins une centaine de documents. L'auteur a largement mis à contribution le fonds de l'Audience. Encore s'aperçoit on rapidement qu'il s'est borné aux séries spéciales, enquêtes ecclésiastiques, dépêches des rebelles, notules du Conseil d'Etat et autres. Il a négligé totalement la correspondance générale des gouverneurs généraux, qui forme l'immense série des cartons intitulés — d'une

façon énigmatique, nous le reconnaissons volontiers, — Lettres missives. Les années 1576, 1585 sont représentées par une soixantaine de cartons. (Nos 1728-1789), qui regorgent de milliers de lettres, rapports, requêtes etc. La consultation de tous ces documents eut augmenté sensiblement le travail pénible et méritoire auquel l'auteur a dû se livrer, mais il nous paraît bien vraisemblable que le résultat eut dédommagé de la peine. A tout le moins l'auteur y eut trouvé des éléments nouveaux sur l'histoire générale de la révolution du XVI^e siècle, la politique de Philippe II et de ses lieutenants, la gestion des Etats, l'attitude de la noblesse et du clergé, bref tout ce qui constitue le cadre de son étude, cadre qu'il a emprunté tout entier aux travaux antérieurs de Bussemaker, Blok, Pirenne et autres. Son travail y eut incontestablement gagné en originalité.

Nous avons aussi des observations à faire sur la manière dont le chanoine a ordonné son exposé. La participation des prémontrés au soulèvement contre le gouvernement espagnol peut être étudiée sous trois aspects différents, à savoir l'action des abbés, la réaction des gouvernants espagnols et les conséquences résultant pour les abbayes de la conduite des uns et des autres. L'étude qui nous est présentée embrasse ces trois aspects de la question. Pourtant dans tout l'exposé on ne trouve d'autre division que celle fournie par l'ordre chronologique. Ce procédé entraîne pour l'auteur l'obligation d'interrompre, à diverse reprises, son récit quand il abandonne les événements politiques pour scruter leur répercussion au au sein des divers monastères. Cela nous paraît avoir nui considérablement à la clarté de l'exposition. Dans ce dédale d'événements le lecteur a parfois de la peine à se reconnaître. Peut-être y eut-il profit à concentrer en une seule partie tout ce qui a trait à la vie intérieure des monastères. Non content de traiter la période révolutionnaire proprement dite, le chanoine Valvekens a cru de prolonger ses investigations sur les années qui l'ont suivie immédiatement, estimant avec infiniment de raison, que les difficultés dans lesquelles les monastères se sont débattus alors sont l'illustration la plus saisissante de la politique abbés rebelles. On peut regretter qu'il n'ait pas songé aussi à reprendre son sujet d'un plus haut. L'exposé préliminaire aurait dû être plus substantiel. Si les abbés contemporains de Philippe II se décidèrent si rapidement à partir en guerre contre leur souverain, ils ne firent, en l'occurrence, qu'accentuer une politique qui avait été leurs, celle de prédécesseurs du début du XVI^e siècle. Il y aurait une belle étude

à écrire sur les conflits des prélats brabançons, prémontrés notamment, avec le gouvernement de Charles-Quint. Les correspondances des deux gouvernantes, Marguerite d'Autriche et Marie de Hongrie, fourniraient à ce propos tous les éléments nécessaires. En attendant l'ample étude d'A. Henne (1) sur le règne de l'Empereur aux Pays-Bas permet d'établir une comparaison suggestive entre l'opposition, rencontrée par lui de la part des abbés, et celle à laquelle se heurta, une vingtaine d'années plus tard, Philippe II. Et qu'on ne dise pas qu'après tout ce premier mouvement est étranger à celui qui a fait l'objet des recherches de M. Valvekens. A diverses reprises on peut lire dans l'étude, dont nous rendons compte ici, que l'objectif visé par les abbés était d'en revenir à l'état de paix et de prospérité ayant existé sous le règne de l'Empereur. Cette appréciation dans son ensemble est à tout le moins d'un extrême euphémisme : qu'on songe un instant à la lutte contre les communes ! De la part des abbés prémontrés pareille opinion est tout à fait inadmissible. Ce serait leur faire injure de supposer qu'ils aient perdu tout souvenir des conflits qui mirent aux prises la tante et la sœur de Charles-Quint avec leurs prédécesseurs immédiats.

Il y a lieu d'apprécier aussi la conclusion que l'auteur a placée à la fin de son livre.

On ne peut considérer comme acquis que la politique des abbés fut singulièrement maladroite. Au développement du mouvement révolutionnaire, ils avaient pris une part notable. Leur adhésion dut contribuer beaucoup à lever les scrupules de leurs compatriotes catholiques vis à vis d'une alliance avec le prince d'Orange et des partisans, dont les tendances protestantes étaient notoires. Conscients de l'importance de leur concours, ils auraient dû en exiger le juste prix, réclamer des mesures radicales pour la sauvegarde de la religion en général, de leurs monastères en particulier. Ils ne le firent pas ; ce fut une faiblesse déplorable, chez le prélat Greve d'Anvers, elle dépasse toute mesure. Le récit des calamités qui en résultèrent peut se retrouver, nous l'avons dit déjà dans la dissertation du chanoine Valvekens avec tous les détails désirables. Son livre, malgré le ton serein auquel nous avons déjà rendu hommage, est un véritable réquisitoire. Il semble dès lors assez étrange qu'il se termine par une conclusion qui a quelque peu l'allure d'un plaidoyer. L'auteur consacre tout un chapitre à examiner si les

1) *Histoire du règne de Charles-Quint*, t. IV, pp. 122 et sv., Bruxelles, 1859

prélats rebelles furent vraiment des abbés légitimes. Sa conclusion paraît négative pour plusieurs, mais il soutient formellement qu'Arnould de Leefdael fut bien abbé d'Averbode. Cette thèse nous semble insoutenable. On sait combien grande est, à l'époque moderne, l'intervention royale dans la désignation des évêques et des abbés. Une étude détaillée sur ce chapitre si intéressant des relations de l'Eglise et de l'Etat aboutirait à démontrer, pensons-nous, que depuis le début du XVI^e siècle, c'est le Roi qui nomme et les évêques et les abbés. La confirmation du Saint-Siège et des autres autorités ecclésiastiques, l'élection faite par les moines, les présentations par les chapitres et les membres de l'épiscopat ne sont plus que des formalités secondaires. En tout cas une chose est plus certaine, l'intervention du souverain est une condition *sine qua non* pour la désignation d'un évêque ou d'un abbé. Ce droit, le Roi le tient d'un indult du Pape, concession personnelle, donnée *ad vitam*, et renouvelée au décès du souverain. Or Philippe II n'a jamais désigné Leefdael comme abbé d'Averbode. Les Etats Généraux qui lui ont transmis la crosse n'avaient aucun droit à agir de la sorte. Pour qu'il en fut autrement, le pape aurait dû retirer au Roi la concession faite à l'avènement de ce dernier, et toute l'attitude de Grégoire XIII dément pareille supposition. *De Jure* Leefdael ne fut jamais abbé d'Averbode.

Appréciant enfin la conduite générale des abbés rebelles, l'auteur rappelle la triste leçon que fournit l'expérience de tous les temps et de tous les hommes : *errare humanum est*. Que leur bonne foi soit pour Greve, Leefdael, Van der Linden et consorts une circonstance atténuante, c'est une chose que nul ne contredira. Mais il y a plus. A en croire le chanoine Valvekens, mieux on connaîtra leur conduite, plus on sera porté à les admirer, eux qui furent rebelles de cœur et d'âme brûlèrent dans la suite ce qu'ils avaient d'abord admiré. Ceci est trop d'optimisme ! C'est contraints et forcés par le cortège des calamités qu'ils avaient contribué à provoquer que les abbés firent leur soumission. Que pareille altitude leur suscite l'admiration de la postérité, c'est chose dont nous doutons beaucoup, et plus d'un lecteur, pensons-nous, sera de notre avis.

Telles sont les observations que nous a suggérées l'étude de cette ample dissertation. Si nous avons cru devoir nous y arrêter si longuement, l'auteur y verra la preuve du grand intérêt que nous avons pris à son travail.